

Conclusion positive de la réunion parlementaire régionale ACP-UE de Samoa

Conclusion positive de la réunion parlementaire régionale ACP-UE de Samoa

Bruxelles, le 23 juillet 2012/ ACP: La semaine dernière, les parlementaires de la région Pacifique et leurs homologues du Parlement européen sont arrivés au terme d'une session de trois jours à Apia (Samoa), marquant ainsi la fin de la 8^{ème} réunion régionale de l'Assemblée parlementaire paritaire entre le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne (UE).

"Nos débats ont été très animés et très passionnants, et nous avons abordé de nombreux sujets. Nous avons pu discuter de plusieurs questions clés relatives au développement, notamment l'intégration régionale et le commerce, le changement climatique, les questions de gouvernance et les Objectifs du millénaire pour le développement. Nous avons été très impressionnés par les préparatifs engagés par Samoa en vue de cette réunion, et je pense que tout s'est bien passé dans l'ensemble", a déclaré le Secrétaire général ACP, Dr Mohamed Ibn Chambas.

Près de 30 parlementaires de pays ACP et UE ont participé aux débats qui se sont déroulés dans les locaux du Parlement à Apia du 18 au 20 juillet, aux côtés des Coprésidents de l'Assemblée parlementaire paritaire, les honorables Louis Michel (UE) et Musikari Kombo (ACP).

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, les membres ont souligné le rôle primordial de **l'intégration régionale** dans la coopération au développement ACP-UE, et mis en avant la contribution "capitale" des organisations régionales, notamment le Forum des îles du Pacifique et la Communauté du Pacifique, à l'accroissement de la participation accrue des petits États insulaires de la région à l'économie mondiale. Les membres ont également souligné le rôle essentiel de l'assistance technique de l'UE dans la poursuite du dialogue politique et sur les politiques au niveau régional.

Concernant les **Accords de partenariat économique** (APE), les parlementaires ont insisté sur le fait qu'ils doivent viser non seulement à promouvoir le développement durable et la croissance économique, mais également à renforcer l'intégration régionale.

La clause de la "nation la plus favorisée" instituée par l'OMC a été considérée comme une "question particulièrement sensible" au regard des relations commerciales de la région avec la Nouvelle-Zélande, l'Australie, la Chine et d'autres acteurs régionaux. Les parlementaires du Pacifique ont par ailleurs mis en exergue les progrès significatifs accomplis en 2011 par les négociateurs de la région qui ont déjà soumis à la Commission des offres d'accès au marché auxquelles celle-ci n'a pas encore réagi.

Le communiqué reconnaît qu'il existe beaucoup de "malentendus et de désinformation" au sujet des APE, et demande que des informations plus précises soient communiquées à l'ensemble des parties prenantes.

Le **changement climatique** a été présenté comme une préoccupation majeure pour le Pacifique dont les îles sont menacées par la montée du niveau des mers et les aléas naturels. Les membres ont pris acte de l'aide apportée par l'UE à la région au titre de l'atténuation des effets du changement climatique. Ils ont appelé à des partenariats plus efficaces avec l'UE aux plans local, régional et mondial, et ont jugé encourageante la déclaration commune adoptée par les ACP et l'UE lors de la Conférence de Rio+20 qui vient de se tenir.

L'assemblée a pris connaissance d'un bilan des progrès de la région vers la réalisation des **Objectifs du millénaire pour le développement** (OMD). Tout en mettant en avant les avancées réalisées dans les domaines de la santé et de l'éducation, ce rapport souligne que la forte prévalence du diabète, de l'obésité et de l'hypertension reste préoccupante. Les délégués du

Pacifique ont été encouragés à redoubler d'efforts pour adopter des législations visant à lutter contre l'inégalité entre les sexes et la violence à l'encontre des femmes.

La bonne gouvernance a été jugée "indispensable" pour la réalisation des OMD, et il est ressorti des débats que le renforcement de la démocratie passe par la mise en place d'institutions fortes, notamment des organes législatifs, des structures judiciaires et une société civile active. Tout en notant que, d'une façon générale, il existe une tradition de bonne gouvernance, de démocratie et d'État de droit dans les îles du Pacifique, les membres se sont déclarés préoccupés par la faible représentation des femmes dans les parlements de la région, et ont demandé que des mesures soient prises pour corriger ce déséquilibre.

Les résultats de la réunion seront présentés à la prochaine session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE prévue à Paramaribo (Suriname) en novembre 2012, puis transmis à l'Assemblée parlementaire ACP, au Parlement européen, à la Commission européenne, aux Secrétariats du Forum des îles du Pacifique et de la Communauté du Pacifique, au Groupe des États ACP, aux gouvernements et aux parlements nationaux de la région Pacifique du Groupe ACP, ainsi qu'aux États membres de l'Union européenne.

([Pour accéder au texte intégral du Communiqué d'Apia, cliquer ici.](#))^[1]

- *Presse ACP*

Tags: [Communiqués de presse](#) ^[2]

URL source: <http://www.acp.int/fr/content/conclusion-positive-de-la-reunion-parlementaire-regionale-acp-ue-de-samoa>

Liens:

[1] http://www.acp.int/sites/acpsec.waw.be/files/apia_communique_fin_en.pdf

[2] <http://www.acp.int/fr/category/story-type/communiqués-de-presse>